

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 31/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI**

Coeur défense - Tour B  
100 esplanade du Général de Gaulle  
92000 Nanterre

Références : UD34/H5/MT/2023/055  
Code AIOT : 0006605698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI implanté Mas de Naï Combe Caude 34650 Joncels. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI
- Mas de Naï Combe Caude 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien se situe aux lieux-dits « Mas de Nai » et « Combe Caude » sur le territoire de la commune de Joncels. Il est constitué de 14 aérogénérateurs, de puissance unitaire de 0,85 MW, de réseaux électriques souterrains inter-éolienne, d'un poste de livraison, d'un mât de mesure et de pistes de desserte. Les éoliennes sont positionnées sous la forme de 2 lignes d'éoliennes espacées de 630 m suivant les 2 lignes de crêtes du relief orientées dans un axe nord-est/sud ouest. Le parc a été mis en service en avril 2016.

Le parc dispose d'un permis de construire (PC) délivré, par arrêté préfectoral n°2005-1-2181 du 5 septembre 2005.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit d'antériorité pour l'exploitation des éoliennes du parc en application de l'article L513-1 du code de l'environnement.

Ce parc éolien est soumis à autorisation conformément à la rubrique de la nomenclature 2980-1.

Suite à la mortalité d'un aigle royal constatée en 2017 au pied de l'éolienne E14, les dispositions réglementaires encadrant l'exploitation du site ont été renforcées par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2018-I-885 du 6 août 2018.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Suites apportées aux points contrôlés lors de l'inspection de 2022 et relatifs à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-I-1351 du 17 novembre 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Bilan des dysfonctionnements mineurs	AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.1.1	Observation	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection du 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
3	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
5	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
6	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
7	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
8	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
10	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
11	Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
12	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport d'inspection 03/08/2021	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
13	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 - II et 12	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée en 2022, l'exploitant a transmis les éléments justificatifs demandés sur les points ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure n° 2021-I-1351 du 17 novembre 2021. La visite d'inspection a toutefois donné lieu à certaines observations relatives à des compléments ou modifications à apporter sur certains points documentaires mais qui ne présentent pas de caractère de gravité.

Toutefois, la présence de liquides potentiellement polluants hors rétention a été à nouveau relevée. Sur ce point il est indiqué à l'exploitant qu'à défaut de justificatif apporté sous 15 jours concernant les dispositions prises pour éviter le renouvellement de cet écart, un arrêté de mise en demeure sera proposé à M. le préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérification du respect de la mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/01/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée:</b> Dans un délai de 3 mois, dans le cas où le système actuel DT Bird mis en place ne puisse pas répondre à l'objectif d'efficacité défini ci-dessus (seuil de mise à l'arrêt non adapté), une amélioration du dispositif existant ou un nouveau système de réduction devra être mis en place afin de répondre aux objectifs de l'article 2.1.1.
<b>Rappel de l'article 2.1.1 de l'APC de 2018:</b> <i>"Régulation des éoliennes par système de détection et d'effarouchement:</i> <i>Chaque éolienne est équipée d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et dans le champ complet de rotation des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt.</i> <i>L'exploitant justifie :</i>

- que le dispositif choisi couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°,
- que les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt retenu sont adaptés.

L'exploitant s'assure par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt immédiat des éoliennes concernées. Dans ce dernier cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement.

Le fonctionnement de ce système, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisées dans un ensemble de procédures et de consignes écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. /.../"

#### **Constats :**

##### **Rappel du constat (n°1, point 1) relevé en 2022:**

Par courrier du 13/01/2022, l'exploitant a informé la DREAL de la mise en place d'un nouveau SDA (« Safe Wind » - société BiodiWind). [...]

Une vérification par sondage a été effectuée post-inspection à partir des documents remis :  
- E07 : le rapport d'installation du SDA précise que les travaux ont débuté le 22/04/22 et que EDF RE a validé la remise en route de cette éolienne le 07/06/22 après la réalisation de tests préconisés par Biodi-Wind. [...]

Toutefois, le fichier des vitesses de rotation des éoliennes montrent que l'éolienne a fonctionné les jours suivants : 18/05, 22/05, 23/05, 24/05 et 02/06.

- E17 : [...]

1 - Dans un délai d'un mois, l'exploitant expliquera pourquoi les éoliennes ont finalement fonctionné pendant la période d'installation du SDA alors même que les tests de mise en route n'avaient pas été finalisés.

##### **Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:**

L'exploitant a indiqué à la suite de l'inspection de 2022 qu'un défaut d'échange d'informations entre les parties prenantes (le gestionnaire du parc, les opérateurs de maintenance...) a été à l'origine de cet incident. Il indique avoir pris les mesures organisationnelles nécessaires pour éviter des incidents de ce type.

##### **Rappel du constat (n°1 point 2) relevé en 2022:**

[...] Par mail du 21/09/22 et du 28/09/22, l'exploitant a précisé la liste des espèces ciblées par le dispositif Safewind sur ce parc : Vautour fauve, Vautour moine, Vautour percnoptère, Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Milan royal. [...]

Le document « Dimensionnement du SDA sur le parc éolien de Mas de Naï » daté du 22/10/22 remis après l'inspection :

- présente les sphères de détection autour des éoliennes ;
- indique qu'« En cas de détection d'oiseaux dans le périmètre de l'éolienne, le SDA envoie un ordre au SCADA de la machine en question pour l'arrêt total de cette dernière... » ;
- présente les distances de détection/régulation théoriques pour réduire le risque de collision avec les 6 espèces cibles identifiées au regard du temps d'arrêt des éoliennes et des vitesses de vol de ces espèces ;
- conclut qu'une distance de régulation de 600 m doit être paramétrée.

La vitesse de 5 tr/min soit 54 km/h en bout de pales est considérée comme un arrêt machine par l'exploitant.

Les données présentées par l'exploitant sont cohérentes avec les données disponibles sur <https://shiny.cefe.cnrs.fr/eoldist/> .

<p>2- Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le « Complément Au Rapport d'installation - Capacité de détection du système » complété avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des espèces cibles mise à jour en cohérence avec les éléments fournis dans les mails du 21/09 et du 28/09/22.</li> <li>- le nouveau paramétrage de la distance de régulation à 600 m,</li> <li>- sous le graphique "1- capacité de détection maximale " : ajouter en commentaires l'envergure des espèces cibles du parc ainsi que le type de caméras installées sur le parc (dans les rapports d'installation du SDA les caméras installées sont des "HD – 5Mp – FOV 98° - vertical" et des "HD – 8Mp – FOV 102°- horizontal" : ces caméras correspondent-elles à des caméras 4K - 2,8 mm ou 4K – 12 mm ou à un autre type de caméras ?)</li> </ul> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> L'exploitant a transmis à l'inspection le document "Dimensionnement du SDA sur le parc éolien de Mas de Naï" du 21/10/22, dont l'annexe 2 "complément au rapport d'installation - capacité de détection du système", présente encore des incohérences notamment dans le tableau en page 5. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une version corrigée du document. Il est également demandé de remplacer les schémas représentant les champs de vision du système par des schémas plus compréhensibles et lisibles. Dans ces schémas, la sphère à risques et les angles couverts doivent être clairement représentés.</p> <p><b>Rappel du constat (n°1 point 3) relevé en 2022:</b> 3 – Dans un délai de 15 jours, l'exploitant remettra le justificatif du nouveau paramétrage du SDA (distance et type d'espèces prioritaires).</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> Le justificatif demandé a été communiqué à l'inspection suite à sa demande en 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Bilan des dysfonctionnements mineurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bilan des dysfonctionnements mineurs
<p><b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant s'assure par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt immédiat des éoliennes concernées. Dans ce dernier cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement. Le fonctionnement de ce système, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans un ensemble de procédures et de consignes écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie du respect des prescriptions du présent article, qui devront être mises en œuvre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°3) relevé en 2022:</u> L'exploitant a transmis la « Consigne panne système SDA sur le parc éolien de Mas de Naï » datée du 15/02/22. Cette consigne précise les types de dysfonctionnements possibles (mineurs/majeurs) [...]. Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a mis à jour sa procédure [...].</p>

Le bilan périodique des incidents mineurs pourra être transmis à la DREAL tous les trimestres.
<p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u></p> <p>La procédure "consigne panne système SDA sur le parc éolien de Mas de Naï" explicite le mode opératoire à suivre en cas d'incidents mineurs ou majeurs, et prévoit la transmission d'un bilan périodique à la DREAL.</p> <p>Au 30 août, deux cas de remises en route d'éoliennes après incidents (problème du SDA de l'éolienne E04 déclaré le 26/05/23 et perte de lien SDA sur plusieurs éoliennes déclaré le 06/06/23) n'ont pas fait l'objet de <u>transmission</u> à l'inspection des installations classées d'éléments justifiant la suppression du dysfonctionnement. De plus le bilan des dysfonctionnements du second trimestre n'a pas encore été adressé. Il est demandé à l'exploitant de procéder à ces transmissions dans les meilleurs délais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Vérification du respect de la mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, s'assurer en tant qu'exploitant par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°4) relevé en 2022:</u></p> <p>Par courriel du 27/09/22, l'exploitant a remis le contrat de maintenance signé avec la société BiodiWind.</p> <p>BiodiWind, en tant que prestataire, assure un contrôle en continu de plusieurs fonctionnalités du SDA (contrôle de la connexion à distance, de la réception vidéo, de l'envoi d'une consigne de régulation, de la prise en compte d'une consigne de régulation etc...). Dans ce contrat, il n'est pas fait mention de la maintenance préventive sur site décrite dans le manuel d'entretien SafeWind et concernant la vérification annuelle de l'état des équipements constituant le SDA.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant confirmera et justifiera que la maintenance préventive sur site prévue dans le manuel d'entretien est incluse au contrat.</p> <p>Cette maintenance sur site devant être effectuée annuellement et le SDA ayant été installé à partir d'avril 2022, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives sur ce point.</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u></p> <p>L'exploitant a communiqué à la DREAL les éléments justificatifs demandés, concernant le contrat de maintenance préventive du SDA avec le prestataire Biodiv-wind.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Vérification du respect de la mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Respect de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée:</b> <p>Dans un délai d'un mois, mettre en place un registre recensant l'ensemble des opérations de maintenance qui ont été effectuées sur chaque éolienne (en lien avec le système DTBird et le visibilimètre), leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Ces éléments doivent reprendre à minima les opérations et fréquence prévues par les manuels d'utilisation (visibilimètre....)</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel du constat (n°8) relevé en 2022:</u> Les registres de maintenance du visibilimètre et du nouvel SDA ont été envoyés après l'inspection. Ils font apparaître les grandes périodes de maintenance (semestrielle ou annuelle) prévues pour ces deux dispositifs.</p> <p>Ces deux registres méritent d'être améliorés et de détailler la nature des différentes opérations de maintenance ou des contrôles périodiques prévus et réalisés pour le visibilimètre et le SDA avec leur fréquence associée (délai : 3 mois). L'inspection rappelle les éléments attendus selon l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011: « L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> Les registres de maintenance du visibilimètre et du SDA, contrôlés lors de l'inspection, sont à adapter pour faire apparaître distinctement d'une part la date des opérations de maintenance effectivement réalisées, et d'autre part la date d'échéance de la programmation des maintenances à venir.</p> <p>De plus, l'inspection demande à ce que la consigne de maintenance du visibilimètre intègre un contrôle de la calibration de l'appareil, afin d'assurer le maintien dans le temps de la distance minimale de détection (en dessous de laquelle le parc se met automatiquement l'arrêt). Le cas échéant l'exploitant devra justifier de l'absence d'un tel risque de déréglage de calibration de l'instrument.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

<b>Référence :</b> Rapport d'inspection du 03/08/2021
<b>Thème(s) :</b> Visite sur site lors de l'inspection du 18/05/21
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Demande de l'inspection (délai : 3 mois) : Contrôler l'état du revêtement des fondations de chaque éolienne, procéder lorsque cela est nécessaire à la réfection de ce revêtement, évacuer via les filières d'élimination appropriées les débris ramassés et transmettre un bilan du contrôle réalisé et des actions menées. Transmettre les justificatifs correspondants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°9) relevé en 2022:</u> Dans son courrier du 10/11/21, l'exploitant indiquait : « des demandes de devis sont en cours afin de réaliser la reprise du revêtement du socle de chaque éolienne et de nettoyer les débris éventuels. Les documents justificatifs vous seront transmis lorsque les travaux seront terminés. »</p> <p>Les revêtements des socles des 14 éoliennes ont été repris. L'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets évacués suite à ces travaux (date du bordereau : 17/12/21). Lors de la visite du parc, la réfection du revêtement du socle des éoliennes E11 et E12 a été constatée. Toutefois, il reste de nombreux morceaux de revêtement à même le sol tout autour des éoliennes.</p> <p>Dans un délai d'un mois, nettoyer et évacuer via les filières d'élimination appropriées les débris restants autour de chaque éolienne.</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> La demande de l'inspection a été satisfaite, comme constaté sur le terrain.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 6 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

<p><b>Référence :</b> Rapport d'inspection du 03/08/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Observation 1 du rapport de l'inspection du 18/05/21</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit modifier sa procédure [en cas de mortalité] : - en précisant les moyens mis en place pour détecter les collisions et informer la DREAL, dans les meilleurs délais (délai d'information suffisant pour que des actions puissent être éventuellement rapidement imposées par l'inspection des installations classées), - en prenant en compte les observations formulées par l'inspection au point 1 ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°10) relevé en 2022:</u> La procédure a été modifiée (version du 06/09/21). Toutefois, il subsiste la notion d'habilitation pour transporter un cadavre (page 9) : seule une dérogation autorise de déplacer ou transporter un cadavre.</p> <p>1 - Dans un délai d'un mois, corriger la notion d'habilitation dans la procédure.</p>

<p>2 - Il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsqu'un cas de mortalité (statut de l'espèce &gt; LC sur les listes rouges nationale ou régionale) est détecté, qu'il soit déclaré sous 48 heures ouvrées à la DREAL en transmettant la fiche d'incident dont le modèle est téléchargeable sur le site internet de la DREAL. Le rapport complet est quant à lui communiqué sous 45 jours maximum : il comprend l'analyse des circonstances et des causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire.</li> <li>- pour les mortalités des espèces protégées menacées classées en statut « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspecteur des installations classées une fiche de notification du BARPI complétée.</li> </ul> <p>Dans un délai d'un mois, la procédure sera ainsi mise à jour.</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> Les modifications nécessaires ont bien été apportées par l'exploitant dans la procédure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

Référence : Rapport d'inspection du 03/08/2021
<b>Thème(s) :</b> Autre, Observation 8 du rapport de l'inspection du 18/05/21
<p><b>Point de contrôle déjà cotrôlé:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification du nombre de visibilimètre et de leur implantation,</li> <li>- le délai d'arrêt réel du parc éolien en cas de visibilité inférieure à 1 km : confirmation d'un arrêt immédiat par un asservissement machine,</li> <li>- la consigne écrite sur les modalités d'asservissement et les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement.</li> </ul>
<p><b>Constats</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°11) relevé en 2022:</u> Concernant la « consigne visibilimètre sur le parc éolien de Mas de Naï » du 26/03/19 remise par l'exploitant avec son courrier du 10 novembre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En page 1, il est indiqué : « La mise en place d'une gestion des dysfonctionnements du visibilimètre par remontée d'alarme dans le SCADA est en cours de développement par la société GAMESA. »</li> </ul> <p>Dans un délai d'un mois, la consigne sera complétée avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gestion des dysfonctionnements du visibilimètre mise en place par la société GAMESA.</li> <li>- la précision suivante « les éoliennes sont remises en route après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement » tel que prescrit dans l'APC de 2018.</li> </ul> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u> La consigne relative à la gestion des dysfonctionnements du visibilimètre a été complétée, répondant de façon satisfaisante aux observations ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

Référence : Rapport d'inspection du 03/08/2021
<b>Thème(s) :</b> point SMDS8 du rapport de l'inspection du 18/05/21
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée:</b> <p>Article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit fournir les rapports des deux derniers contrôles.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel du constat (n°12) relevé en 2022:</u></p> <p>Dans son courrier du 10/09/21, l'exploitant transmettait les deux derniers rapports de contrôles relatifs à l'article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié et indiquait : « Le contrôle de ces systèmes est inclus aux maintenances périodiques des installations sous l'intitulé « OGS » dans les documents fournis ».</p> <p>Toutefois, le fichier « Tableau contrôles ICPE JONCELS_v2 » remis en amont de l'inspection fait état de contrôles bien spécifiques pour les 3 vérifications demandées à l'article 17. La vérification du relais OGS concerne uniquement la « vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. »</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera de la réalisation de l'ensemble des tests requis par l'article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié. Il fournira les rapports des deux derniers contrôles pour l'ensemble de ces tests (mise à l'arrêt, mise à l'arrêt d'urgence, mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse).</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u></p> <p>Le rapport de maintenance préventive relatif à l'intervention réalisée le 12/09/22 a été présenté lors de l'inspection. Il fait bien apparaître la réalisation effective des tests requis par l'article 17, alinea II.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

Référence : Rapport d'inspection du 03/08/2021
<b>Thème(s) :</b> Observation 13 du rapport de l'inspection du 18/05/21
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li></ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2023

#### **Prescription contrôlée:**

Dans un délai d'un mois après l'expédition des déchets, l'exploitant doit :

- transmettre le BSD qui sera établi lors de l'expédition des déchets,
- transmettre l'extrait du registre dédié,
- justifier du lieu d'expédition des déchets.

#### **Constats :**

##### Rappel du constat (n°13) relevé en 2022:

L'exploitant a remis le dernier bordereau de suivi des déchets (BSD) en date 17/12/21 et le registre des déchets. [...]

Lors de la visite du parc, il a été constaté :

- que le conteneur où sont entreposés les déchets n'était pas fermé à clé. L'exploitant a finalement décidé de supprimer le cadenas qui y était apposé après que celui-ci ait été rompu à plusieurs reprises par des personnes extérieures.
- la présence d'un bidon d'huile, hors rétention, à l'intérieur du conteneur. Le jour de l'inspection, le bidon était vide mais l'exploitant a précisé qu'il était bien stocké dans le conteneur lors de son utilisation courante pour la maintenance.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant :

- complètera le BSD : en ajoutant le nom et la signature de l'émetteur du bordereau (case 9)
- expliquera la différence importante entre la quantité de déchets estimée (1 tonne - case 6) et celle reçue par ORTEC (210 kg - case 10)
- fournira le feuillet ou le BSD complémentaire relatif à l'opération de valorisation finale du déchet : la case 12 indique qu'une opération R12 est prévue. En effet, au sens de l'article L.541-2 du code de l'environnement (version en vigueur du 19/12/10), l'exploitant est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.
- complètera le registre des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

[...]

En outre, il appartient à l'exploitant de s'assurer en tant que producteur de déchets que ces derniers sont correctement stockés, collectés et éliminés. Comme indiqué supra, il est responsable de ses déchets jusqu'à leur complète élimination et doit ainsi prendre toutes les dispositions nécessaires afin que les déchets ne puissent être dérobés par une personne extérieure.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant indiquera les moyens mis en place pour empêcher les tierces personnes d'ouvrir le conteneur de déchets.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant mettra en place une rétention dédiée au stockage des bidons d'huile.

##### Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:

Il a été vérifié lors de l'inspection que les bordereaux de suivi de déchets contrôlés lors de l'inspection de 2022 ont bien été complétés intégralement par l'ensemble des sociétés intervenant dans le circuit d'élimination. L'exploitant a par ailleurs apporté les justifications demandées concernant la différence entre les quantités de déchets estimées et les quantités réelles, s'expliquant par l'absence de moyen de pesage à l'enlèvement.

Par ailleurs, il a été constaté que le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets "Trackdéchets" est désormais utilisé, constituant le registre réglementaire.

En outre il a été relevé concernant le BSDD relatif à l'enlèvement de déchets réalisé en novembre 2022 (soit il y a 8 mois), que la case justifiant de l'élimination finale n'était pas encore renseignée. Il est demandé à EDF de communiquer à l'inspection le bordereau de suivi complété, et d'indiquer

<p>les dispositions organisationnelles qu'il va mettre en œuvre pour s'assurer du bon suivi des BSDD.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique ne pas avoir trouvé de moyen pour interdire efficacement l'accès au conteneur à déchets étant donné que le site est très isolé, et qu'il est très difficile d'empêcher les intrusions, même au moyen de cadenas, pour des personnes à la recherche de matériel de valeur. L'inspection estime qu'il est tout de même souhaitable de rétablir une fermeture sécurisée, éventuellement en affichant sur la porte du conteneur qu'il est ne contient que des déchets et aucun matériel de valeur.</p> <p>Enfin, il a été a nouveau constaté lors de la visite sur site, la présence de bidons de produits liquides placés hors rétention dans le conteneur à déchets. A défaut de remise sous 15 jours de justificatif sur les dispositions techniques et organisationnelles prises pour éviter le renouvellement de cet écart, un arrêté de mise en demeure sera proposé à M. le préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

<b>Référence :</b> Rapport d'inspection du 03/08/2021
<b>Thème(s) :</b> Observation 20 du rapport de l'inspection du 18/05/21
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Rappel des demandes de l'inspection 2019 :</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant devait transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le courrier envoyé à la DGAC pour lui demander d'inscrire le parc éolien dans la documentation aéronautique.</li> <li>- les courriers d'échange avec la DGAC sur le dysfonctionnement de balises</li> <li>- les justificatifs de réparation des balises.</li> </ul> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra l'ensemble de ces éléments.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°15) relevé en 2022:</u></p> <p>[...] Concernant le dysfonctionnement des balises, il a indiqué dans son courrier du 10/09/21 que les correspondances n'ont pas été retrouvées mais que le contrôle du bon fonctionnement des balises est assuré par la société GAMESA. A ce titre, il a fournir les ckeck-list des opérations de maintenance préventives réalisées sur chacun des éoliennes en 2020. Toutefois, les fiches pour les éoliennes E9, E16 et E17 mentionnent « Correctivo pendiente » à la ligne correspond à la vérification des balises.</p> <p>Lors de la visite sur le parc, il a été constaté que la porte d'entrée de l'éolienne E11 avait été forcée par des personnes extérieures qui ont réussi à pénétrer dans le mât. L'exploitant a précisé que l'incident a eu lieu au cours du mois de septembre : la balise aérienne a été volée.</p> <p>L'exploitant a eu connaissance de cet incident le 13/09/22 et en a informé la DGAC le 14/09/22. Un Notam indiquant aux usagers cette panne de balisage a alors été publié par la DGAC. Ce Notam possède une durée de validité initiale de 3 mois, soit jusqu'au 16 décembre 2022. Si à cette date le</p>

<p>balisage n'était toujours pas remis en service, la DGAC souhaite en être informée afin de prolonger la durée de validité du Notam.</p> <p>La porte de l'éolienne peut être de nouveau fermée à clé. Toutefois, la grille de la ventilation a dû être retirée en attente de son remplacement. L'alimentation électrique de la ventilation a été coupée.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera que les balises des éoliennes E9, E16 et E17 fonctionnent correctement.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra la fiche BARPI complétée pour l'effraction de la porte de l'éolienne E11. Il indiquera la date prévue pour le remplacement de la grille de ventilation et fournira les justificatifs nécessaires. Il justifiera également qu'une nouvelle balise a pu être mise en place et qu'elle est bien opérationnelle.</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u>  Le justificatif demandé concernant le bon fonctionnement des balises des éoliennes E9, E16 et E17 a été fourni.  La demande relative à la transmission de la fiche BARPI consécutive à l'effraction concernant l'éolienne E11 a également été satisfaite. La balise a été remplacée, l'opération étant tracée un "rapport de maintenance mineure".  Concernant la grille de ventilation manquante, une action corrective a été mise en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Mesures de réduction : détection, effarouchement et arrêt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Entretien et maintenance des équipements
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité /.../</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°16) relevé en 2022:</u>  L'exploitant a transmis le manuel d'entretien des éoliennes par GAMESA (daté du 08/05/14). Il a également remis une version projet du manuel d'entretien du SDA.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, et conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26/08/11, l'exploitant remet un manuel d'entretien du SDA précis et complet.  L'inspection rappelle les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26/11/11 modifié :  <i>"L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté."</i></p>

Le manuel complété devra donc détailler les modalités de réalisation des tests et contrôles de sécurité ( ex : matériel utilisé pour les contrôles et/ou la méthodologie utilisée). Ce manuel doit être assez précis pour permettre à un agent réalisant la maintenance de trouver les informations essentielles à la réalisation des opérations de la maintenance du SDA.

En outre, le manuel précisera si la maintenance préventive annuelle prévoit le remplacement préventif de certaines pièces.

Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:

L'exploitant a justifié en mai 2023 que les opérations de maintenance préventive du SDA sont essentiellement visuelles ou basiques, et ne justifient pas d'être détaillées par des consignes ou procédures additionnelles, permettant à l'inspection de considérer que le manuel d'entretien Safewind est satisfaisant au regard des exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 12 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21**

**Référence :** Rapport d'inspection du 03/08/2021

**Thème(s) :** Observation 15 du rapport de l'inspection du 18/05/21

**Point de contrôle déjà contrôlé:**

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023

**Prescription contrôlée:**

Rappel des demandes de l'inspection 2019 :

Le module Batshield de Gamesa a été installé sur les éoliennes depuis le 01/03/2019. Ce module est intégré au SCADA. Tout dysfonctionnement sur le module entraîne un arrêt des mâts. Il est prévu 6 périodes de bridages avec des plages horaires différentes en fonction des périodes de l'année.

Suite à l'inspection de 2019, l'exploitant devait transmettre sous un mois les paramètres de bridage corrigés à l'inspection pour la plage d'octobre (revoir la période horaire notamment).

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les paramètres avaient bien été corrigés.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra les justificatifs de modification du bridage.

**Constats :**

Rappel du constat (n°14) relevé en 2022:

L'exploitant a remis après l'inspection la fiche de paramétrage chiroptères pour les mois de mars à octobre.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le passage à l'heure d'hiver : la fiche de paramétrage n'en fait pas mention. Dans un délai d'un mois, la fiche sera mise à jour.

Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23 :

Suite à l'inspection de 2022, l'exploitant a présenté un justificatif du constructeur Gamesa relatif à la prise en compte des changements d'heure été/hiver.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 - II et 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Article 2.3 - II:  /.../ l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, /.../ les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis /.../  Article 12:  /.../ Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. /.../</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat (n°17) relevé en 2022:</u>  Les rapports de suivi de la migration de l'avifaune, de l'avifaune nicheuse, de l'aigle royal et le suivi de mortalité pour l'année 2021 ont été remis en septembre 2022. Le suivi de l'activité des chauves-souris en nacelle a été transmis en novembre 2022. [...] Toutefois, en l'espace d'une semaine, 2 Vautours fauves sont morts sur le parc suite à une collision avec les pales des éoliennes. [...]</p> <p>Le bureau d'études formule plusieurs recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant l'avifaune, « il serait intéressant de connaître les conditions météorologiques (régime de vent notamment) existant au moment des collisions [des 2 vautours fauves] afin de prêter une attention particulière à ces conditions de vol des vautours. Il serait également intéressant de mettre en parallèle les résultats de l'étude sur la fréquentation des vautours sur le site et ces cas de mortalité. De plus, un seul cas a pu être détecté au DTBird ® mettant en lumière les délais de maintenance des systèmes conduisant à leur défaillance et à des collisions qui auraient peut-être pu être évitées. »</li> <li>- Concernant les chiroptères, le bridage mis en place prouve son efficacité depuis son déploiement et doit être maintenu afin de limiter les risques de collision accidentelle.</li> </ul> <p>Demandes de l'inspection :</p> <p>Pour les suivis à venir et notamment les suivis de l'année 2022, l'exploitant fournira une fiche d'engagements/un plan d'actions adopté suite aux recommandations des bureaux d'études dans les différents suivis.</p> <p>Dans un délai de trois mois, l'exploitant proposera la fréquence de reconduite envisagée de ces différents suivis (cf. article 2.3.1 et 2.3.2 de l'APC 2018) pour validation de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat relevé lors de l'inspection du 26/07/23:</u>  Le rapport du suivi environnemental 2022 a été transmis le jour de l'inspection. Il ne comporte pas de recommandations de la part du bureau d'études environnementaliste sur des actions à mettre en œuvre pour réduire les impacts.</p> <p>L'exploitant a indiqué à la suite de l'inspection de 2022, que les suivis mentionnés aux articles 2.3.1 et 2.3.2 de l'APC 2018 sont reconduits en 2023, selon les mêmes protocoles qu'en 2022. L'inspection souligne sur ce point que 2 cas de mortalités de vautours fauves se sont produits en 2021.</p> <p>Concernant le suivi spécifique Aigle royal (article 2.3.3), qui est également reconduit en 2023, l'exploitant devra indiquer à la DREAL s'il sera ou non poursuivi les années suivantes, à l'issue du délai de 5 ans prescrit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet